



Assemblée générale

Distr.: Limitée
28 juin 1999

Français
Original: Anglais

Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée

Quatrième session

Vienne, 28 juin-9 juillet 1999

Point 4 b) de l'ordre du jour

Examen des instruments juridiques internationaux additionnels:

projet d'instrument juridique international contre le trafic des femmes et des enfants

Propositions et contributions reçues des gouvernements concernant le projet de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

**Saint-Siège: amendements au projet révisé de Protocole additionnel à
la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale
organisée visant à prévenir, réprimer et punir le trafic de personnes,
en particulier des femmes et des enfants**

Article premier

Objet

Option 1

1. ...
2. ...
 - a) ...

Alinéa additionnel

..) À prendre en compte les causes premières du trafic, en particulier celles liées à l'extrême pauvreté, au chômage, à un niveau d'éducation insuffisant et à la marginalisation sociale et culturelle.

Option 2

...

Article 3

Obligation de criminaliser

1. ...
2. ...
3. ...

Paragraphe 4 additionnel

4. Les États Parties encouragent aussi la coopération régionale avec les États non Parties afin d'arriver à une plus grande uniformité s'agissant de la définition, de la prévention et de la répression du trafic international des personnes ainsi que de la protection des victimes.

Paragraphe 5 additionnel

Option 1

5. Les États Parties envisagent de faciliter l'application du principe d'exterritorialité s'agissant des poursuites judiciaires en cas de crimes liés au trafic des personnes.

Option 2

5. Les États Parties envisagent d'introduire des dispositions de droit judiciaire relatives à l'exterritorialité pour les affaires se rapportant au trafic des personnes.

Article 4

Assistance et protection accordées aux victimes du trafic des personnes

1. ...
2. ...
 - a) ...
 - b) ...

Alinéa additionnel

- ..) Une assistance judiciaire et des interprètes aux victimes du trafic qui ne peuvent pas payer ainsi qu'un soutien (financier) aux organisations non gouvernementales qui offrent à celles-ci des consultations juridiques;

- c) ...

Alinéas additionnels

- ..) Des services d'assistance par téléphone et d'assistance sociale;
- ..) L'assurance d'obtenir un permis de résident à titre temporaire durant la procédure judiciaire et pour toute la durée de leur séjour dans l'État concerné.

3. ...

Paragraphe 4 additionnel

4. Chaque État veille à ce que les victimes bénéficient des dispositions de la présente Convention, indépendamment de leur capacité de fournir les éléments pertinents au cours de l'enquête judiciaire.

Article 7

Réinsertion des victimes

1. ...

- a) ...

- b) ...

Alinéa c) additionnel

- c) La conversion du produit et des instruments du trafic au profit de programmes éducatifs et sociaux en faveur des victimes.

2. ...

Paragrophes 3 à 7 additionnels

3. Chaque État Partie s'efforce de fournir une assistance aux enfants qui ne sont plus assujettis au travail forcé et de les réinsérer dans la vie sociale, en leur assurant un enseignement primaire gratuit et une éducation dans un cadre non formel et en aidant leur famille.

4. Chaque État Partie renforce les liaisons entre les institutions locales, les services de justice et de police, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et la société civile en vue de mieux coordonner la lutte contre le trafic des personnes.

5. Chaque État Partie envisage d'encourager des programmes de formation à l'intention des agents publics et des volontaires qui s'occupent de la réinsertion des victimes du trafic.

6. Les États Parties s'attachent à favoriser la création de services d'assistance et de réinsertion.

7. Chaque État Partie s'efforce de mettre en place, en coopération avec les pays d'origine ou de résidence habituelle des victimes, des programmes de réinsertion sociale des victimes afin de préparer celles-ci au retour ou de les aider une fois qu'elles sont retournées dans leur pays d'origine.

Article 12

Prévention du trafic des personnes

1. ...

2. ...

- a) ...

Alinéas additionnels

- ..) D'encourager les médias à lutter contre la réification des femmes et des enfants, la marginalisation des femmes et la stigmatisation sociale des victimes du trafic;

- ...) D'encourager les actions éducatives, dans le cadre de la famille et de l'école ainsi que dans celui d'autres institutions d'enseignement, dans le

domaine des droits de l'homme et des valeurs liées à la lutte contre le trafic des personnes;

..) De mettre en œuvre des stratégies en faveur du développement et de l'emploi dans les zones économiquement et socialement défavorisées, en tirant parti des ressources humaines des communautés locales;

b) ...

Alinéas additionnels

..) De mieux sensibiliser le secteur privé à sa responsabilité sociale et de l'encourager à lutter contre le trafic des personnes;

..) De favoriser la coopération et les échanges culturels avec différentes communautés ethniques et d'encourager la participation de ces communautés aux programmes de prévention et de réinsertion pour lutter contre le trafic;

d) ...

3. ...
